

Les subsides

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre. A ce que je sache, le député de Hamilton Mountain (M. Deans) s'adresse toujours à la présidence . . .

M. Deans: Vous avez tout à fait raison.

Le président suppléant (M. Charest): . . . comme il se doit.

M. Deans: Si le député devait regarder ce que je vois, il se retournerait également. Je m'excuse au moins auprès de certains députés, ma foi au moins à un.

Mme Landry: Pas de remarque sexiste.

M. Deans: Vous présumiez qu'il s'agissait de vous. Permettez-moi de vous dire, par l'intermédiaire de la présidence que vous ne devriez pas tirer prématurément des conclusions.

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: Où en étais-je quand j'ai été si grossièrement interrompu?

M. Rompkey: Au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark).

M. Deans: Ah oui! D'une part, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures disait: «Les programmes sociaux, la culture et l'Accord sur l'automobile ne sont pas négociables». Puis nous avons entendu M. Murphy—pas celui-ci mais l'autre, le type des États-Unis—disant presque au même moment, comme s'ils étaient programmés pour parler simultanément et embrouiller la situation davantage: «Oui, il faudra examiner les programmes sociaux. Nous nous intéressons certes à la culture et nous voudrions en discuter. Et nous étudierons certainement l'Accord sur l'automobile.» Qui faut-il croire? Qui dit la vérité? M. Murphy s'exprime-t-il dans un certain sens devant ses concitoyens, tandis qu'on nous sert à nous une tout autre version? Ce n'est pas que je ne crois pas le premier ministre sur parole quand il dit ne pas vouloir que ces questions soient abordées mais, chose certaine, les États-Unis ont bien fait comprendre que ces questions étaient négociables.

Si nous nous sommes engagés à ne pas négocier à propos de ces domaines, ne serait-il pas sensé de s'entendre au préalable avec les Américains au sujet des domaines où une négociation utile pourrait avoir lieu? Je ne vois pas l'utilité de payer \$1,000 par jour, plus les dépenses, sans compter le personnel de soutien, l'aménagement du bureau, les voitures et les frais de déplacement pour envoyer des gens à Washington ou ailleurs si c'est pour aller parler d'une chose que nous avons déjà décidé de ne pas négocier. C'est ridicule.

Je répète donc au premier ministre que nous devons aborder les questions dont nous sommes prêts à discuter. S'il y a certaines choses que nous ne voulons pas mettre sur le tapis, ne perdons pas du temps et de l'argent en chargeant nos négociateurs d'en discuter.

Je voudrais également soulever une question que j'ai posée la semaine dernière. Au cours des deux années à venir, nous aurons des sujets de désaccord, comme dans le cas des bardeaux. Je le sais. Mon collègue de Vancouver le sait également. C'est évident. Ne serait-il pas logique, si nous voulons négocier, de commencer par mettre au point un mécanisme pour le règlement de ces . . .

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré. S'il le désire, je lui permettrai de terminer très rapidement.

M. Deans: Merci, monsieur le Président. Je voudrais demander rapidement s'il ne serait pas logique de mettre au point un mécanisme pour régler les conflits qui surgiront au cours des négociations quitte à abandonner le droit de prendre des mesures unilatérales? C'est une solution sensée. Cessons de subir les droits compensateurs imposés par les Américains dans les secteurs litigieux. Admettons que nous pourrions avoir recours à un autre mécanisme bilatéral pour essayer de régler nos différends. Si nous arrivions à nous mettre d'accord à ce sujet, bien des Canadiens seraient beaucoup plus à l'aise au sujet des négociations.

J'apprécie le temps supplémentaire que vous m'avez accordé, monsieur le Président, pour compenser, je suppose, le temps pris par le secrétaire parlementaire qui a tenu absolument à faire un rappel au Règlement qui n'en est pas un.

M. Orlikow: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député. Il a passé un certain temps à parler de ce que disait le négociateur américain, M. Murphy, au sujet des programmes canadiens qu'il fallait mettre sur le tapis dans les entretiens sur le libre-échange. Nous savons grâce au mémoire que nous avons obtenu de notre ministère des Affaires extérieures que les Américains appliquent au moins une douzaine de programmes pour subventionner leur secteur de la pêche, leur agriculture et ainsi de suite. Tous les états américains appliquent des lois qui permettent aux employeurs, aux ouvriers et aux sociétés de bénéficier d'un avantage pour acheter à tous les autres états, sans parler du Canada. À la connaissance du député, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), ou M. Reisman, a-t-il jamais déclaré publiquement aux négociateurs américains, ou aux Canadiens: «Hé, les amis, si vous voulez parlez de nos programmes, qui, à votre avis, donne un avantage aux producteurs canadiens, que dire de vos propres programmes?» Nos négociateurs ont-ils jamais posé ce genre de question, à la connaissance du député?

M. Deans: Monsieur le Président, mon collègue soulève une question captivante parce que je pense que rares sont ceux, à la Chambre et, a fortiori, dans l'ensemble du pays, qui savent que les États-Unis appliquent un nombre important de programmes de subventionnement direct et indirect pour aider leurs producteurs et leurs fabricants. Pour autant que je m'en souviens—et il est évident que je n'entends pas tout ce qui se dit—aucun membre de notre gouvernement n'a jamais prétendu, d'abord, que ces programmes existent et deuxièmement, qu'ils devront être révisés. Lorsque je regarde en arrière, je ne peux pas m'empêcher de penser que c'est entre autres ce qui manque à ce débat. Il aurait été très utile à la Chambre des communes si nous avions eu l'occasion de consigner au compte rendu non pas le genre de désaccord sectaire que nous y trouvons fréquemment mais, plutôt une analyse fondée sur des statistiques et portant sur les questions que le Canada est prêt à négocier, celles que les États-Unis sont disposés à négocier et les programmes de subvention en vigueur dans les deux pays. Je crois qu'il aurait été très avantageux pour nous, pour les Canadiens et même pour le Congrès américain de posséder